Le Conseil scientifique pour la politique du gouvernement (WRR), Pays-Bas

7 janvier 2016

Le Wetenschappelijke Raad voor het Regeringsbeleid (WRR) est une institution indépendante ayant pour mission de conseiller le gouvernement néerlandais sur des sujets transversaux importants pour l'avenir de la société.

Créé en 1972, le WRR fut dès le début chargé d'identifier les tendances émergentes de manière à éclairer les décideurs publics, en privilégiant une approche prospective. Afin de produire des recommandations solides scientifiquement, les premiers travaux furent de nature académique, mais, très vite, il parut nécessaire d'impliquer la société civile et les divers think tanks politiques dans l'élaboration de ses rapports.

Le WRR se compose aujourd'hui d'un Conseil de 9 experts, issus du milieu académique dans des disciplines très diverses (économie, philosophie, biologie, etc). Désignés pour un mandat de 5 ans, ils s'appuient pour leurs travaux de recherche sur une équipe de permanents. Par principe, les rapports confiés aux membres du Conseil portent sur des sujets dont ils ne sont pas experts, cela afin de garantir à la fois un regard extérieur et une réelle indépendance. Cette indépendance est également financière, le WRR fonctionnant exclusivement sur le budget de l'État.

Une fois rédigés, les rapports du WRR sont discutés et adoptés unanimement par le Conseil. Ils font l'objet d'une présentation au Parlement et au gouvernement, et ce dernier doit obligatoirement produire une réponse aux recommandations. En raison de cette obligation institutionnelle, le WRR jouit aux Pays-Bas d'une forte visibilité dans le public. Ses travaux sont largement repris et débattus dans les médias, ce qui garantit une meilleure prise en compte des enjeux de long terme dans les débats sur les politiques publiques.

À plusieurs reprises, le WRR s'est intéressé à l'agriculture, et certains de ses rapports sont considérés comme ayant eu une forte influence. Le dernier rapport publié en 2015, *Towards a Food Policy*, défend l'idée selon laquelle la politique agricole pourrait à l'avenir être intégrée dans une politique alimentaire plus vaste. Les auteurs considèrent en effet que l'alimentation devient une préoccupation sociétale comparable à celle de l'environnement dans les années 1970. Selon eux, les principaux défis contemporains (durabilité écologique, santé publique, robustesse et résilience de la société) ne peuvent pas être pensés uniquement en termes de production agricole.

Les auteurs de ce rapport ont été invités au MAAF pour présenter leurs résultats, en décembre 2015, à l'occasion du cycle des « Rencontres du CEP ».

Alexandre Martin, Centre d’études et de prospective

Source : *WRR*